

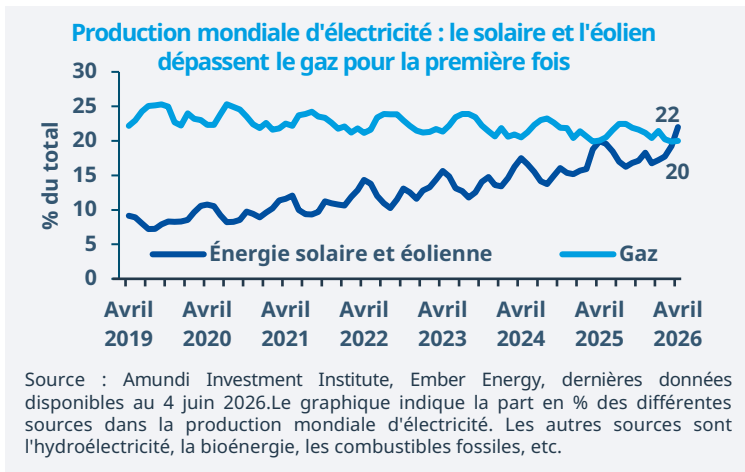


Un nouvel élan pour la transition énergétique

La crise au Moyen-Orient renforce la nécessité d'investir dans la transition énergétique. Le 3 juin, la Commission européenne a annoncé une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire pour les investissements en faveur de la sécurité énergétique.

Cette idée n'a rien de nouveau : la crise pétrolière de 1973, par exemple, avait conduit la France à développer son programme nucléaire.

Dans l'ensemble, une transition énergétique bien planifiée peut contribuer à renforcer la résilience économique et améliorer la sécurité énergétique tout en offrant aux investisseurs des opportunités à long terme.



La crise énergétique actuelle met en évidence les vulnérabilités liées à l'énergie importée, en particulier en Europe et en Asie. La plupart des pays ont mis en place des mesures ciblées sous forme de baisses d'impôts et de subventions sur les carburants.

De plus, l'Union européenne (UE) a accordé aux États membres une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour aider les ménages et les entreprises à réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Alors que les investissements dans la transition énergétique sont bénéfiques d'un point de vue environnemental, ils renforcent également la sécurité énergétique et améliorent la résilience économique à long terme. La part du solaire et de l'éolien dans la production mondiale d'électricité a d'ores et déjà progressé de manière significative (22 % en avril 2026).

À l'avenir, les défenseurs des énergies vertes mettront en avant le fait que les consommateurs dépendent largement des énergies fossiles, alors qu'une énergie produite localement est plus fiable. La crise devrait donc accélérer la transition vers les énergies propres et créer des opportunités d'investissement tout au long de la chaîne de valeur à l'échelle mondiale.

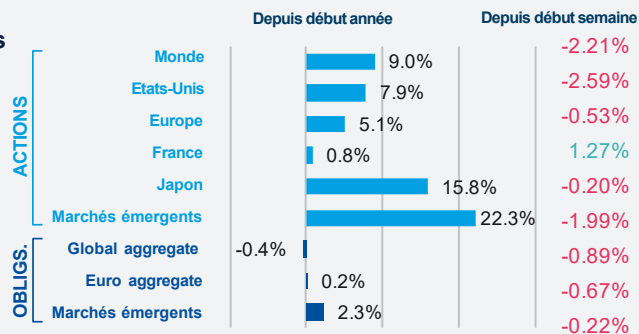


Cette semaine en un clin d'œil

Les marchés boursiers ont été sous pression en fin de semaine, dans un contexte d'essoufflement de l'optimisme lié à l'intelligence artificielle (IA) et d'inquiétudes concernant une hausse de taux de la Fed, les données macroéconomiques américaines restant favorables. Les rendements obligataires et le prix du pétrole ont augmenté en raison de données macroéconomiques américaines positives, particulièrement sur le marché du travail, et de préoccupations liées au conflit au Moyen-Orient. Le dollar américain s'est apprécié.

Marchés d'actions et obligataires

Performance de la classe d'actifs depuis le début de l'année et de la semaine à ce jour



Source : Bloomberg, données au 05/06/2026
Veuillez vous reporter à la dernière page pour plus d'informations sur les indices. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Rendements des obligations d'Etat

Rendements des obligations d'Etat à 2 et 10 ans et variation sur 1 semaine

		2 ans		10 ans	
	Etats-Unis	4.15	▲	4.53	▲
	Allemagne	2.69	▲	3.04	▲
	France	2.83	▲	3.69	▲
	Italie	2.86	▲	3.80	▲
	Royaume-Uni	4.34	▲	4.90	▲
	Japon	1.41	▲	2.66	-

Source : Bloomberg, données au 05/06/2026
Veuillez vous reporter à la dernière page pour plus d'informations sur les indices. La tendance représentée correspond aux variations sur une semaine. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Matières premières, taux de change et taux à court terme

Or	Pétrole brut	EUR/USD	USD/JPY	GBP/USD	USD/RMB	Euribor 3M	Dollars Trésor 3M
USD/oz	USD/baril						
4328.45	90.54	1.1522	160.29	1.3342	6.7882	2.31	3.71
-4.7%	+3.6%	-12%	+0.6%	-0.8%	+0.3%		

Source : Bloomberg, données au 05/06/2026
Les tendances reflètent l'évolution sur une semaine. Veuillez consulter la dernière page pour plus d'informations sur les indices. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Focus macroéconomique

Amérique



Résilience de l'économie américaine malgré des risques persistants

L'indice ISM des directeurs d'achat manufacturier est passé de 52,7 à 54 en mai, son plus haut niveau depuis mai 2022, tandis que l'indice des services est passé de 53,6 à 54,5. Les commandes de biens durables et de l'industrie ont également fortement progressé en avril. Bien que ces données indiquent de la résilience, l'emploi dans l'industrie a reculé de 77 000 postes, et les dépenses privées dans la construction manufacturière sont également en baisse depuis le début du second mandat de D. Trump. À l'avenir, nous pensons que la résilience du consommateur américain sera de plus en plus remise en question, tout comme l'impact de la prochaine hausse probable des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Europe



Nouvelle hausse de l'inflation en zone euro en raison de l'envolée des coûts énergétiques

L'inflation en zone euro a atteint 3,2 % en mai, contre 3,0 % en avril. Les coûts de l'énergie ont progressé de 10,9 %, soit la plus forte hausse depuis février 2023, alimentée par les contraintes d'approvisionnement liées au conflit avec l'Iran. De manière générale, les coûts énergétiques restent le principal sujet de préoccupation dans l'économie, sans toutefois atteindre l'ampleur du choc énergétique de 2022. Certains indicateurs avancés, tels que l'indice des directeurs d'achat (PMI) manufacturier, a reculé à 51,6 en mai, tout en restant en territoire d'expansion. Les données relatives aux services sont toutefois restées en territoire de contraction.

Asie



Au Japon, la hausse des salaires soutient la consommation

La croissance des salaires en avril a conservé une forte dynamique, l'indicateur privilégié par la Banque du Japon, les rémunérations contractuelles à temps plein, progressant de 3,7 % en glissement annuel. Les salaires réels sont restés positifs pour le 4^e mois consécutif, l'inflation ayant ralenti en raison d'un ensemble de subventions gouvernementales. En conséquence, la consommation a augmenté de 1,6 % en glissement mensuel, soit la plus forte hausse depuis septembre 2022. Ces hausses salariales généralisées devraient contribuer à amortir les éventuels chocs liés aux tensions au Moyen-Orient et à la montée des pressions sur les coûts.

NOTES

Toutes les informations contenues dans ce document proviennent de l'Amundi Investment Institute ou de sources qu'ils considèrent comme fiables.

Page 2

Marchés d'actions et obligataires (graphique)

Source : Bloomberg. Les données sont composées des indices suivants : Actions monde = MSCI AC World Index (USD); Actions américaines = S&P 500 (USD); actions européennes = Europe Stoxx 600 (EUR), actions françaises = CAC 40 (EUR); actions japonaises = TOPIX (YEN); actions marchés émergents = MSCI emerging (USD); Obligations global aggregate = Bloomberg Global Aggregate (USD); obligations euro aggregate = Bloomberg Euro Aggregate (EUR); Obligations marchés émergents = JPM EMBI Global diversified (EUR). Tous les indices sont calculés sur la base du prix spot et sont bruts de frais et d'imposition.

Rendements des obligations d'Etat (tableau), des matières premières, des taux de change et des taux à court terme

Source : Bloomberg, données au 05/06/2026

* La diversification ne garantit pas un profit et ne protège pas contre les pertes.

GLOSSAIRE :

ISM : Institute for Supply Management. Indice américain de référence mesurant l'activité manufacturière et des services, équivalent du PMI.

PMI (Purchasing Managers' Index) : indice des directeurs d'achat, baromètre mensuel de l'activité économique. Un résultat supérieur à 50 indique une expansion de l'économie et une contraction en dessous de 50.

Salaires réels : salaires corrigés de l'inflation. Ils mesurent l'évolution effective du pouvoir d'achat des ménages.

Biens durables : Biens de consommation à longue durée de vie (automobiles, électroménager, équipements industriels).

Retrouvez les actualités d'Amundi sur le site [Amundi France Particuliers.](https://www.amundi.fr/particuliers)

INFORMATIONS IMPORTANTES

Investir comporte des risques de perte en capital. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution.

Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs.

Les informations de MSCI ne peuvent être utilisées qu'à des fins internes, ne peuvent être reproduites ou rediffusées sous quelque forme que ce soit et ne peuvent servir de base ou de composante à des instruments ou produits financiers ou à des indices. Aucune des informations de MSCI n'est destinée à constituer un conseil en investissement ou une recommandation de prendre (ou de s'abstenir de prendre) une quelconque décision d'investissement et ne peut être considérée comme telle. Les données et analyses historiques ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédiction de performance future. Les informations de MSCI sont fournies « en l'état » et l'utilisateur de ces informations assume l'intégralité des risques liés à l'utilisation de ces informations. MSCI, chacune de ses sociétés affiliées et toute autre personne impliquée ou liée à la compilation, au calcul ou à la création des informations MSCI (collectivement, les « parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (y compris, sans s'y limiter, toute garantie d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, d'actualité, d'absence de contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) en ce qui concerne ces informations. Sans limiter la portée de ce qui précède, aucune des parties de MSCI ne peut être tenue responsable des dommages directs, indirects, spéciaux, accessoires, punitifs, consécutifs (y compris, mais sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de tout autre dommage. (www.msclub.com).

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Édité par Amundi Asset Management - Société par actions simplifiée au capital de 1 143 615 555 euros - Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 04000036 - 437 574 452 RCS Paris.

Date de première utilisation : 8 juin 2026.

Photo credit: ©iStock/Getty Images Plus